

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La donne stratégique de Bachar al-Assad

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 4 JUIN 2013



La donne stratégique de Bachar al-Assad

Par Ghaleb Kandil

Les prises de positions du président syrien Bachar al-Assad lors de l'interview qu'il a accordée à la télévision *al-Manar* (Hezbollah) constituent un cadre pour une nouvelle période stratégique, non seulement en Syrie mais dans l'ensemble de la région. Elles illustrent des changements décisifs dans les rapports de forces entre l'axe de la Résistance d'un côté, l'alliance coloniale-sioniste et ses outils de l'autre (Ci-dessous des extraits de l'interview).

Le président Assad a déclaré que le changement d'humeur de la population a fait perdre aux groupes terroristes l'environnement populaire favorable, ce qui a permis à l'armée arabe syrienne de passer à l'offensive pour reprendre le contrôle de nombreuses régions. Cette tendance a commencé il y a plusieurs mois et s'est raffermie après que les Syriens eurent découvert le vrai visage des

groupes armés : ils sont dominés par les courants takfiris ; ils commettent des crimes horribles ; ils sont organiquement liés aux Israéliens. La majorité des Syriens ont compris que leur patrie est la cible d'une invasion étrangère, destinée à la soumettre. Cette nouvelle attitude de la population a permis à l'armée de lancer une offensive générale.

Dans son interview, le dirigeant syrien a établi de nouvelles équations basées sur le principe d'une Syrie résistante, s'articulant autour de quatre concepts :

- ▶ 1. L'État national syrien est déterminé à faire face et à riposter à toute nouvelle agression israélienne ;
- ▶ 2. La force de dissuasion syrienne s'est renforcée après la livraison de nouvelles armes qualitatives russes que toute les tentatives et les pressions de l'Occident n'ont pas réussi à stopper ;
- ▶ 3. Le début de l'apparition d'une résistance populaire syrienne pour la libération du Golan ;
- ▶ 4. Le renforcement du partenariat stratégique avec la Résistance libanaise et l'inscription de sa participation aux combats dans le cadre de son rôle dans le combat contre l'alliance israélo-takfiri, qui vise à l'étouffer.

Le président Assad a en outre réaffirmé sa vision de la solution politique, basée sur la volonté populaire et sur le verdict des urnes, en annonçant que tout accord qui serait conclu lors d'éventuelles négociations sera soumis à un référendum. Il a par ailleurs expliqué en détail la composition de ladite opposition, formée de groupes hétérogènes liés à des puissances étrangères. Avec une grande sérénité, il a assuré que la décision de se porter candidat à la présidentielle de 2014 est liée à la volonté du peuple et non pas aux pressions extérieurs et aux desiderata des Occidentaux.

Le leadership de Bachar al-Assad dépasse le cadre de la Syrie et prend une dimension arabe. Il constitue, avec le chef de la Résistance sayyed Hassan Nasrallah, le symbole de la dignité arabe.

Le 14-Mars et l'Occident responsables de la
prorogation du mandat du Parlement

Par Ghaleb Kandil

La prorogation du mandat du Parlement a fait l'objet de nombreuses critiques, y compris de la part de ceux qui l'ont préparée dans les coulisses pendant des mois. Cette duplicité fait partie de la mentalité de la classe politique libanaise, qui méprise l'opinion publique.

La raison principale qui a poussé à la prorogation est l'impossibilité de s'entendre sur une loi électorale consensuelle, malgré sept mois de négociations à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement. Il est clair que ce sont les États-Unis qui ont empêché tout compromis, car ils savent pertinemment que toute loi autre que celle de 1960 est susceptible d'affaiblir l'influence de l'Occident au Liban. L'ambassadeur US à Beyrouth, Maura Connelly, a d'ailleurs clairement exprimé cette position en sommant ses « *alliés* » libanais à organiser les élections sur la base de la loi de 1960. Washington a donc contraint les Forces libanaises (FL) de Samir Geagea à retirer leur soutien au projet électoral orthodoxe, sans même leur donner le temps et la possibilité de justifier leur revirement devant l'opinion publique chrétienne. Pourtant, le projet orthodoxe aurait permis aux FL d'élargir la taille de leur bloc parlementaire. Mais cela se faisait au détriment du Courant du futur et du Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt et non pas du Courant patriotique libre et de ses alliés.

La deuxième raison invoquée pour justifier la prorogation du mandat du Parlement est la situation sécuritaire inquiétante. C'est le résultat direct de la présence dans plusieurs régions libanaises de groupes extrémistes et takfiris, qui ont pu se développer grâce à l'environnement propice assuré par le Courant du futur et son discours sectaire et confessionnel. Du Liban-Nord à la Békaa, des zones entières ont été soustraites à l'autorité de l'État pour y installer des camps d'entraînement pour les extrémistes syriens et les jihadistes internationaux. Chebaa, Wadi Khaled, Akkar, Ersal, Tripoli, autant de régions transformées en front arrière pour les rebelles syriens. Dans ces circonstances, il était difficile d'organiser des élections libres.

Par conséquent, le 14-Mars et ses sponsors régionaux et internationaux assument l'entière responsabilité dans la

prorogation du Parlement et le bouleversement du calendrier des échéances démocratiques.

Le printemps turc a-t-il commencé ?

Par Pierre Khalaf

Confronté à l'un de ses plus importants mouvements de contestation depuis l'arrivée de son parti au pouvoir en 2002, le Premier ministre islamiste, Recep Tayyip Erdogan, semble dépassé par les événements. Confusion et hésitation marquent ses décisions, alors que des divergences commencent à paraître au sein de son état-major politique.

Erdogan a ordonné aux forces de l'ordre de se retirer en milieu d'après-midi de la place et du petit parc Gezi, dont la destruction annoncée a lancé la révolte. Immédiatement, des milliers de personnes brandissant des drapeaux turcs ont envahi les lieux dans une immense clameur de victoire, ponctuée de quelques fusées d'artifice. Quelques heures avant ce repli, M. Erdogan avait pourtant fermement assuré que la police resterait sur la place Taksim « *aujourd'hui* » et « *encore demain* » car elle « *ne peut pas être un endroit où les extrémistes font ce qu'ils veulent* ».

Sur le même ton, il avait sommé les manifestants de cesser « *immédiatement* » leur confrontation avec la police et assuré, comme un défi aux manifestants, que son gouvernement maintiendrait le projet d'aménagement urbain contesté de la place qui a mis le feu aux poudres.

Saisi par ces opposants, un tribunal administratif d'Istanbul a suspendu vendredi la partie du projet qui prévoit la reconstruction d'une caserne de l'époque ottomane, qui a cristallisé la colère des manifestants.

Après quelques heures de répit, les affrontements qui ont embrasé le centre de la mégapole turque vendredi ont repris samedi en milieu de matinée et se sont poursuivis sporadiquement jusqu'au retrait de la police. À plusieurs reprises, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau autour de la place Taksim pour disperser des petits groupes qui ont riposté par des jets de

pierre, ont constaté des journalistes de l'AFP.

D'autres échauffourées ont été signalées un peu plus tôt dans un autre quartier de la ville, Besiktas, lorsqu'un groupe de plusieurs centaines de personnes qui s'étaient rassemblées sur le versant anatolien de la ville pour rejoindre la place Taksim a traversé l'un des ponts qui enjambe le Bosphore et a été dispersé par la police.

Au sein même du pouvoir, plusieurs voix se sont élevées samedi pour dénoncer la réaction disproportionnée des forces de l'ordre. Peu avant le repli de la police, le président turc Abdullah Gül lui-même a lancé samedi un appel au « *bon sens* » et au « *calme* », jugeant le niveau de la protestation « *inquiétant* ». « *Dans une démocratie, les réactions doivent être exprimées avec bon sens, avec calme et, en retour, les dirigeants doivent déployer plus d'efforts pour prêter une oreille attentive aux différentes opinions et inquiétudes* », a-t-il ajouté. Avant le président turc, le vice-Premier ministre Bülent Arinç avait présenté ses « *excuses* » pour les événements d'Istanbul. « *Plutôt que de lancer du gaz sur des gens qui disent 'nous ne voulons pas de centre commercial ici' les autorités auraient dû les convaincre et leur dire que leurs inquiétudes étaient partagées* », a-t-il ajouté.

Outre la société civile turque, de nombreuses ONG internationales, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont dénoncé la violence de la répression des manifestations d'Istanbul.

Les autorités turques n'ont publié aucun bilan officiel des affrontements. Amnesty International a évoqué vendredi « *plus d'une centaine* » de blessés et le gouverneur d'Istanbul a Huseyin Avni Mutlu indiqué vendredi que 12 personnes étaient hospitalisées et qu'au moins 63 autres avaient été interpellées. Le ministre de l'Intérieur a fait état de plus de 900 interpellations.

Le mouvement est parti vendredi à l'aube avec l'intervention musclée de la police pour déloger quelques centaines de militants qui occupaient depuis trois jours le parc Gezi, sur la place Taksim, pour y empêcher le déracinement de 600 arbres dans le cadre d'un projet d'aménagement urbain très contesté. Ameutés par les réseaux sociaux, les militants associatifs ont afflué pour prêter main forte aux manifestants et surtout dénoncer la politique du gouvernement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002.

« *Ce règne autoritaire doit cesser* », a déclaré samedi à l'AFP

Sermin Erdemci, un employé de banque de 37 ans, « *on ne peut pas réduire les masses au silence, nous voulons vivre dans une Turquie laïque* ».

Si le revenu par habitant a triplé en Turquie depuis 2002, M. Erdogan est accusé de dérives autoritaires et de vouloir « *islamiser* » la société turque. Le récent vote d'une loi restreignant la consommation et la vente d'alcool a suscité l'ire des milieux libéraux.

Dès vendredi soir, la contestation partie d'Istanbul s'est propagée à d'autres villes du pays, comme à Izmir (ouest), Antalya (sud) ou la capitale Ankara, où des incidents ont opposé la police à des manifestants qui voulaient marcher sur le Parlement.

L'opposition politique a pris le relais de ces critiques en s'affichant avec les protestataires. « *Nous voulons la liberté et la démocratie dans notre pays* », a lancé samedi le président du Parti républicain du peuple (CHP) Kemal Kiliçdaroglu.

Le ministre syrien de l'Information Omrane al-Zohbi a pour sa part accusé les autorités turques d'agir de façon « *terroriste* » contre le peuple turc, et a appelé le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à démissionner. « *Les revendications du peuple turc ne méritent pas toute cette violence et si Erdogan est incapable d'user de moyens non-violents, il doit démissionner* », a déclaré le ministre syrien, cité par la télévision officielle. « *Erdogan dirige son pays d'une façon terroriste et détruit la civilisation et les acquis du peuple turc* », selon M. Zohbi. « *Le fait qu'il réprime des manifestations pacifiques prouve qu'Erdogan est déconnecté de la réalité* », a ajouté M. Zohbi, assurant que « *le peuple turc ne méritait pas toute cette sauvagerie* » (AFP, Reuters).

Déclarations et prises de positions

Bachar al-Assad, président de la République arabe syrienne

[Version anglaise complète [ici](#).]

« *De nombreux syriens ont été trompés au début. Beaucoup de pays amis à l'étranger ne comprenaient pas la situation en Syrie. Ce qui se passe actuellement n'est pas un passage de la phase de la*

défense à celle de l'attaque. C'est un renversement de l'équilibre des forces à l'avantage des forces régulières. La première raison de ce renversement des équilibres de forces, est due en réalité à un renversement dans l'environnement qui avait accueilli les rebelles. Certaines régions avaient formé un environnement qui abrite les miliciens, non pas par manque de nationalisme, mais par manque de connaissance. De nombreuses personnes se sont pliées aux groupuscules terroristes. Elles pensaient qu'il s'agissait d'une révolution contre les aspects négatifs qui sévissaient. C'est cet environnement qui a changé. De nombreux miliciens ont finalement quitté ces groupuscules depuis et ont repris leur vie normale (...) Dernièrement, surtout après le discours de Sayyed Hassan Nasrallah, a été soulevé dans les medias arabes et étrangers que les combattants du Hezbollah sont en train de combattre en Syrie pour défendre le régime syrien. Bien sûr, entre parenthèses, ils veulent dire par le régime, l'État syrien. Si le Hezbollah voulait défendre la Syrie, combien devrait-il envoyer de combattants ? Quelques centaines, un millier, deux mille ? Nous parlons d'une bataille à laquelle participent des centaines de milliers soldats de l'armée syrienne et des dizaines de milliers de terroristes si ce n'est plus, peut-être plus de 100 milles, car leur nombre ne cesse d'enfler. Le nombre des miliciens est alimenté par les États voisins. Le nombre de combattants du Hezbollah en Syrie, en comparaison avec ceux des terroristes et des militaires de l'armée, et compte tenu de la superficie syrienne, ne peut ni protéger l'État, ni la Syrie. D'autre part, s'ils disent que le Hezbollah défend l'État syrien, pourquoi aujourd'hui seulement, pourquoi en ce moment ? Les batailles ont commencé après le mois de Ramadan 2011, et se sont intensifiées en été 2012, date à laquelle a été déclenchée la bataille de Damas, au cours de laquelle l'heure zéro a plusieurs fois été annoncée pour lancer l'attaque, et il y a eu l'assassinat des quatre officiers et plusieurs opérations d'évasion et de défections. Nombreux avaient cru que la chute du régime s'approchait, mais cela n'est pas arrivé. Et pourtant, le Hezbollah n'est pas intervenu à ce moments. Pourquoi a-t-il décidé de le faire aujourd'hui ? Cet aspect revêt une importance primordiale. Pourquoi n'avons-nous pas vu le Hezbollah à Damas ou à Alep ? Les plus grandes batailles sont celles qui ont lieu dans

ces villes, et non pas à Qousseir. La ville de Qousseir est toute petite. Pourquoi n'avons-nous pas vu le Hezbollah à Homs ? Qousseir est stratégique. Toutes les frontières sont stratégiques pour les terroristes. Toutes les frontières sont utilisées pour le trafic d'armes et de miliciens. Donc toutes ces allégations n'ont rien à voir avec la question du Hezbollah. Toutes les lamentations et tous ces hurlements que nous entendus dans le monde arabe ainsi que les déclarations lancées par les responsables étrangers, même Ban Ki-Mon a déclaré appréhender l'intervention du Hezbollah à Qousseir, tout cela vise à étrangler la Résistance. Ceci n'a rien à voir avec la défense de la Syrie. Les progrès que vous avez évoqués depuis quelques temps sont très importants à Alep, à Damas, dans la province de Damas, et dans d'autres endroits, mais nous n'avons entendu aucune lamentation. Si vous voulez une partition, il faut y aller tout droit. On ne peut mener des batailles dans toutes les régions syriennes, tout en ayant des vellétés de partition et pour aller prendre un certain coin. Le cours des batailles ne suggèrent nullement que d'aucuns cherchent à diviser. Bien au contraire, ces batailles sont des batailles pour préserver l'unité de la Syrie, et non l'inverse. Je le répète encore une fois. Tous les hurlements qui parviennent à nos oreilles sur ce qui se passe à Qousseir sont liés à Israël. Le timing de la bataille de Qousseir est lié à la frappe israélienne. Ce qui est exigé est d'étouffer la Résistance. C'est une vieille bataille, qui prend à chaque fois une nouvelle apparence. Ce n'est pas Qousseir qui est l'important, mais la frontière. On veut étouffer la Résistance, sur terre et sur mer. C'est pour cela qu'une question se pose ici : on dit que la Résistance devrait pointer ses armes vers l'ennemi et donc vers le sud. Cela a été dit le 7 mai, quand certains agents d'Israël au Liban ont voulu démanteler les télécommunications de la Résistance, alors ils ont dit que la Résistance avait changé la direction de ses armes vers l'intérieur. Ils ont dit la même chose à propos de l'armée syrienne comme quoi elle devrait se battre à la frontière avec Israël. Nous avons dit très clairement que l'armée combat l'ennemi partout où il se trouve. C'est aussi le cas de la Résistance. L'intervention israélienne auprès des terroristes et le soutien qu'il leur accorde ont pour objectif deux choses : premièrement étouffer la Résistance ; deuxièmement, bombarder

les défenses aériennes syriennes. Ce sont ses principaux buts. Le reste lui est bien égal. Nous avons informé toutes les parties étrangères et arabes qui nous ont contactés que nous allons riposter la prochaine fois. Bien sûr, depuis il y a eu des tentatives de violations israéliennes auxquelles nous avons répliqué. Mais la réponse temporaire n'a aucune valeur. C'est-à-dire la réponse à caractère politique. Si nous voulons répliquer à Israël, nous devons le faire stratégiquement. Le véritable changement dans les règles d'engagement, c'est quand le peuple ira en direction de la Résistance populaire. Tout autre changement est un changement temporaire, sauf si nous allons vers la guerre. Le véritable changement est lorsque les gens opteront pour la Résistance. Il s'agira d'un changement radical ou dramatique. L'État ne crée pas de Résistance, si ce n'est une Résistance spontanée et populaire. La Résistance ne peut être fabriquée. L'État ne peut que soutenir ou entraver, pour se déplacer, comme c'est le cas dans certains pays arabes. Mais je pense que l'État qui fait face à la résistance est un État téméraire. L'affaire aujourd'hui n'est pas que la Syrie a décidé, après quarante ans, d'aller dans cette direction. Le fait que l'armée et les forces armées sont occupées dans plusieurs endroits sur le territoire syrien donne le sentiment chez de nombreux citoyens qu'il est de leur devoir maintenant d'aller dans cette direction afin de soutenir les forces armées sur le front du Golan. Nous négocions avec les Russes sur différents types d'armes depuis des années, et la Russie s'est engagée avec la Syrie pour honorer ses contrats. Ni la visite de Netanyahu, ni la crise elle-même, ni leurs conditions n'affecteront la fourniture d'armes. Tous les contrats que nous avons conclus avec les Russes, et dont une partie a été exécutée, seront honorés. La décision du départ ou non du président revient au peuple syrien. Quiconque veut parler de ce sujet doit annoncer qui il représente, représente-t-il le peuple syrien ? Est-il mandaté par le peuple syrien ? J'ai pas lu cette initiative, je l'ai entendu à la télévision, j'ai été beaucoup ravi qu'ils m'ont donné vingt jours et 500 personnalités, mais je ne suis pas sûr si c'est lui (Khatib) ou un autre qui ont proposé cette initiative, je ne m'intéresse pas beaucoup aux noms. Notre délégation participera à la conférence de Genève 2 en tant que représentant légitime du peuple syrien. Eux, ils représentent qui ? Nous, à la fin

de la conférence, on rentre en Syrie ? On retourne à nos maisons et on revient chez notre peuple. Eux, ils rentreront où ? Aux hôtels cinq étoiles, aux ministères des Affaires étrangères des pays qu'ils représentent, bien sûr non syriens, pour leur présenter les comptes rendus, ou chez les services de renseignement de ces pays ? C'est pour cela quant on participe à cette conférence, on doit savoir d'une façon claire une partie de ceux qui vont s'asseoir sur la table. Je dis une partie car les procédures de la conférence ne sont pas claires jusqu'à présent. Quel sera le poids de l'opposition syrienne nationale ? Quel sera le poids de l'opposition et autres partis présents en Syrie ? Nous savons que nous allons négocier avec les pays qui la soutiennent et non pas elle-même. Quand on négocie avec le vassal cela veut dire qu'on négocie implicitement avec son maître. Telle est la vérité, et il ne faut se cacher derrière son doigt. Telle est la vérité (...) Il est encore tôt de parler des présidentielles 2014. Mais, si je sens à travers mes contacts avec les citoyens qu'ils désirent que je présente ma candidature à la présidentielle, je n'hésiterai pas. Mais si je sens que le peuple ne veut pas, il est logique que je ne me présenterai pas à la présidentielle. Ils perdent le temps, en discutant de ce sujet (...) S'agissant de la politique de distanciation du Liban vis-à-vis de la crise en Syrie, posons cette question simple : Est-ce que le Liban a empêché l'ingérence libanaise en Syrie ? Est-ce qu'il a interdit l'infiltration des terroristes et le trafic d'armes en Syrie ? Tout le monde sait que le Liban a été l'un des acteurs négatifs dans la crise en Syrie. Le Liban n'a même pas pu se protéger des retombées de cette crise, à savoir le conflit à Tripoli et les missiles qui s'abattent sur plusieurs régions. En fait, de quelle politique de distanciation nous parlons. Quand la maison de mon voisin est en train de se bruler, je ne peux pas dire ça ne me concerne pas. Le feu va se propager à ma maison. Nous ne croyons pas que cette politique est admissible au niveau pratique. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises

« Le seul à pouvoir créer un équilibre des forces entre le Liban et Israël est l'armée libanaise. Or c'est le Hezbollah qui empêche l'armée d'assumer sa fonction. Le Hezbollah doit donc jeter l'éponge pour que la situation du Liban s'améliore. Je reconnais

que le parti a obtenu des avantages tactiques sur Israël et possède des combattants valeureux. Mais il n'a pas le droit de prétendre que c'est lui qui a obligé Israël à se retirer de Beyrouth. Ce n'est pas vrai. Tout le monde sait que c'est l'accord du 17 mai qui a poussé Israël à se retirer. Et quelle est donc cette victoire de juillet 2006 dont il parle, qui nous a coûté plus d'un millier de tués et des milliards en pertes matérielles ? Dire que sans la présence du Hezbollah, Israël aurait envahi le Liban, c'est duper les Libanais. »

Walid Sukkariyé, député sunnite du Hezbollah

« Ceux qui ont agressé l'armée à Ersal veulent que la région soit vide de toute présence de l'État afin qu'ils puissent envoyer des armes en Syrie. Le Front al-Nosra est capable, s'il le veut, de commettre des actes de sabotage au Liban. Le comportement de l'État avec la question des réfugiés syriens était très négatif. Il les a autorisés à s'installer sur l'ensemble territoire. De cette façon, al-Nosra peut s'infiltrer au Liban. »

Événements

• Les autorités irakiennes ont annoncé samedi le démantèlement d'une cellule d'Al-Qaïda qui fabriquait des armes chimiques, dont du sarin et du gaz moutarde, destinées à des attentats en Irak, en Europe et en Amérique du Nord. Les services de renseignement du ministère de la Défense étaient au courant de l'existence de deux usines situées à Bagdad et d'une troisième en province dès leurs débuts, a assuré Mohammed al-Askari, porte-parole du ministère lors d'une intervention télévisée. Selon lui, cinq membres du réseau extrémiste, soupçonnés d'avoir conçu ces usines, ont été arrêtés, sans toutefois préciser quand l'opération s'est déroulée. Le groupe a réussi à produire du sarin, un neurotoxique dont un demi-milligramme suffit à tuer un adulte, et du gaz moutarde. La cellule démantelée comptait utiliser ces armes dans le cadre d'attaques en Irak, mais aussi *« dans un pays frontalier (de l'Irak), en Europe et en Amérique du Nord »*, a assuré M. Askari. La télévision publique irakienne a montré des images de petits avions téléguidés saisis par les enquêteurs, à l'aide desquels les militants

pensaient lancer leurs attaques.

- Une États-unienne de 33 ans convertie à l'islam est morte en Syrie en combattant aux côtés des rebelles cherchant à renverser Bachar el-Assad, a déclaré sa famille jeudi. Elle s'appelle Nicole Mansfield et était originaire de Flint, dans le Michigan. « *Je suis effondrée* », a dit sa tante, Monica Mansfield Speelman, interrogée par *Reuters*. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) avait précisé que trois Occidentaux, dont une États-unienne et un Britannique musulmans, qui étaient vraisemblablement en train d'aider la rébellion, ont été tués par l'armée syrienne mercredi dans le nord-ouest de la Syrie. « *Ils ont été tués par balles au cours d'une embuscade dans la région d'Idleb et l'armée a retrouvé avec eux des cartes de positions militaires* », a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

- Le constructeur d'avions militaires russe MiG compte livrer à Damas plus de dix chasseurs MiG-29 M/M2, a fait savoir vendredi le PDG du groupe Sergueï Korotkov. « *À l'heure actuelle, une délégation syrienne se trouve à Moscou pour discuter des détails et des délais d'exécution du contrat* », a expliqué M. Korotkov. En dépit des pressions internationales, la Russie se déclare déterminée à poursuivre ses livraisons d'armes et d'équipements militaires en Syrie, ravagée depuis plus de deux ans par une contestation meurtrière.

- La chaîne de télévision NTV a affirmé avoir identifié sur les images de la rencontre entre le sénateur US John McCain et des chefs rebelles syriens, diffusés par les médias, certains des ravisseurs des otages libanais en Syrie. McCain, qui plaide pour plus d'interventionnisme états-unien en Syrie, s'est rendu dans les zones contrôlées par les rebelles dans le Nord du pays. Il y a rencontré des chefs de l'opposition armée.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Mohammad Ballout, Paris (31 mai 2013)

Lors de son audition devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a adressé un compliment mi-figue mi-raisin à Mohammad Raad, le chef du bloc parlementaire du Hezbollah, qu'il a qualifié de « *diplomate expérimenté* ». Le député Alain Marsaud a, de son côté, repris les propos tenus par le parlementaire libanais à son intention lors de leur récent entretien à Beyrouth : « *Nous avons le même ennemi, qui est Al-Qaïda. Au lieu d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes, venez vous allier avec nous* ». Le Liban confessionnel marque la lecture française de la situation en Syrie. Laurent Fabius a affirmé, devant les députés, que la Syrie dans la période post-conflit ne sera pas une République calquée sur le modèle de Taëf mais que, dans un pays complexe, il est nécessaire de respecter le pluralisme tout en préservant l'unité nationale.

As-Safir (28 mai 2013)

Imad Marmal

Les données que le Hezbollah possède montrent que les groupes extrémistes en Syrie projetaient d'instaurer une « *ceinture frontalière* » sous son contrôle total jouissant d'une profondeur géographique vers Ersal et Wadi Khaled, après avoir pris le contrôle des villages de Libanais dans la campagne de Qoussair, après avoir poussé leur habitants à l'exode. Cela aurait abouti à la fermeture du passage terrestre vers Homs et aurait mis toute la Békaa libanaise à la merci des takfiris.

En parallèle, le Hezbollah observait attentivement les tentatives des groupes armés de prendre le contrôle de l'aéroport de Damas et la route qui y mène, suivies par des raids israéliens sur la capitale et ses environs dans le but déclaré de couper le ravitaillement de la résistance au Liban.

En reliant toutes ces données, le Hezbollah est arrivé à recoller les morceaux du puzzle et à préciser les contours du projet offensif qui vise à resserrer l'étau progressivement autour de la résistance, en contrôlant les lignes de ravitaillements terrestres et aériennes qui constituent son poumon.

À ce stade, le Hezbollah a réalisé que l'hésitation était devenue inutile et qu'il fallait passer de la réaction à l'action. Il s'est donc

investi militairement dans la région de Qoussair dans « *affrontement préventif* », en coopération et coordination avec l'armée syrienne.

Pour le Hezbollah, il ne s'agit pas d'un engagement lié à la personne du président Bachar al-Assad mais de choix stratégiques concernant le conflit avec Israël. La Résistance se doit de soutenir le régime qui défend ces options stratégiques ; quel que soit le nom de celui qui le dirige.

Plus encore, certains estiment qu'en s'engageant à Qoussair, le Hezbollah défend l'avenir politique de Saad Hariri qui sera parmi les plus grands perdants en cas de victoire des takfiris et de leur contrôle de la scène islamique en Syrie et au Liban. Sachant que les courants extrémistes ont commencé depuis un certains temps à pénétrer dans la rue libanaise et à prendre de l'influence ses cercles de décision.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(31 mai 2013)

Le président de la République, Michel Sleiman, n'a pas fait usage de ses prérogatives définies par l'article 59 de la Constitution, qui lui permettent de reporter d'un mois la tenue de la séance parlementaire consacrée à la prorogation du mandat du Parlement. La prorogation du mandat de la Chambre revient à prolonger la crise qui sévit au Liban depuis 2005. Au sujet de l'intention du chef de l'État de déposer un recours en invalidation auprès du Conseil constitutionnel, des doutes entourent la légalité de ce Conseil et sa composition politique et communautaire est calquée sur celle du Parlement. Et même si le Conseil constitutionnel accepte le recours présenté par le président de la République ou le bloc du Changement et de la Réforme de Michel Aoun, le danger d'un vide parlementaire sera aggravé, dans la mesure où la décision de ce Conseil pourrait être rendue après la fin du mandat de la Chambre.

Al-Akhbar (31 mai 2013)

Hiyam Kousseify

Un responsable politique retrace l'approche adoptée par le patriarcat maronite vis-à-vis du dossier électoral depuis le mois d'août 2011 : le patriarcat n'a pas réussi à assumer la responsabilité de la mise au point d'une loi électorale et est donc

devenu le premier responsable de l'état actuel des choses sur la scène chrétienne, et dans le pays en général, en ce qui concerne les élections. Grand est donc le péché de Bkerké, et tout aussi grand est celui des autres partenaires. Car le sentiment existe, selon lequel les sunnites et les chiites se sont coalisés pour mettre les chrétiens sur la touche.

Al-Akhbar (30 mai 2013)

Jean Aziz

C'est avec un silence suspect qu'on été accueillis les propos du ministre Gebran Bassil accusant « *un responsable politique de la Montagne* » de se tenir derrière les tirs de roquettes de la région de Aïtate vers la banlieue sud de Beyrouth, dimanche,

Des sources politiques qui suivent cette affaire parlent « *de plus qu'un scandale* » et donnent les précisions suivantes :

- ▶ 1. Il y a effectivement des informations détaillées étayées de noms et de données, sur les tirs de roquettes. Les enquêteurs disposent des noms de plusieurs suspects et connaissent l'endroit où étaient entreposées les roquettes. Celles-ci étaient au nombre de huit et non pas de trois –les deux projectiles qui se sont abattus sur la banlieue sud et un troisième qui a explosé dans une vallée. Les investigations montrent que les suspects ont des liens avec un responsable politique, et elles déterminent avec précision le lieu de leur rencontre, l'endroit d'où les roquettes ont été tirées, après avoir été exposées à l'air libre pendant un certain temps pour que le taux d'humidité baisse. L'endroit était utilisé pendant la guerre civile pour bombarder certaines régions ;
- ▶ 2. Les mêmes milieux affirment que les tirs de roquettes ne peuvent être séparés d'une série d'incidents qui se sont produits ces derniers temps. Ce qui renforce l'hypothèse selon laquelle certains milieux partisans dans la Montagne sont impliqués dans la bataille sécuritaire, militaire et politique contre les autorités syriennes et leurs alliés à Beyrouth, notamment dans la banlieue sud. Les tirs de roquettes ne peuvent pas être séparés, par exemple, de l'affaire de l'arrestation à Aïn Zhalta, le 7 avril dernier, par l'Armée libanaise, d'un groupe de personnes accusées de trafic d'armes au profit du Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, en Syrie. Ce groupe a été arrêté en flagrant délit et un échange de coup de tir a

eu lieu avec l'armée au cours duquel un des trafiquants, Ghassan al-Zohr, a été tué, alors qu'un autre, Mohammad Serhan, a été blessé. Sept autres personnes avaient été appréhendées ;

► 3. Les mêmes sources ajoutent que l'endroit d'où les roquettes ont été tirées est limitrophe à une région où évolue un groupe extrémiste faisant partie du mouvement politique prédominant dans la Montagne. Il s'agit notamment du groupe de Allam Nasser, qui avait été tué le 11 mai 2008 à Choueifat lors des combats avec le Hezbollah ; et des groupes de Ali Zeineddine et du prédicateur Ammar, considérés comme des « *fondamentalistes druzes* » ;

► 4. Les milieux politiques soulignent que les roquettes ont été tirées dimanche à 7 heures du matin, alors que le dirigeant politique auquel les rapports font allusion a gardé le silence jusqu'à 21 heures ;

► 5. L'endroit d'où les roquettes ont été tirées se situe dans le périmètre de sécurité qui englobe l'ensemble de « *l'émirat de la Montagne* ». Cette région fait l'objet d'une surveillance permanente de la part du parti politique concerné, qui observe les mouvements des véhicules et des individus entrant et sortant. Preuve en est l'incident qui s'est produit le 19 novembre 2012 : le responsable du périmètre de sécurité avait immédiatement localisé l'entrée de trois voitures « étrangères », venant de la « porte » de Bater, qui avaient été interceptées à Bakaata. Comment, dans ce cas, des véhicules transportant huit, trois ou même deux roquettes, peuvent-ils se déplacer librement sans attirer l'attention ?

► 6. Les milieux précités n'excluent pas que les tirs de roquettes s'inscrivent dans le cadre de la guerre menée contre le pouvoir syrien et ses alliés libanais.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(30 mai 2013)

Selon des sources sécuritaires, Ersal, dans l'Est du Liban, abrite des groupes extrémistes composés de Libanais et de Syriens, soutenus par certains habitants de la localité, et qui ont comme principal parrain le cheikh Moustapha Hojeiri, Abou Takié, qui fait l'objet de plusieurs mandats d'arrêt. Ces groupes salafistes ont estimé que le barrage de l'armée pris pour cible dans la région, lundi, constituait une entrave de taille à leur liberté de mouvement et à leur

logistique entre leurs bases militaires à Ersal et les fronts dans la région centrale en Syrie, entre Qoussair et Homs. L'attaque contre le barrage visait par conséquent à dégager les voies de ravitaillement avec la Syrie. Les mêmes sources ajoutent que l'institution militaire pense que l'attaque avait deux objectifs. Le premier était de prendre des militaires en otage pour les échanger contre les prisonniers islamistes détenus à Roumié. L'armée possédait dans ce cadre des informations sur des opérations qui devaient la cibler sur l'ensemble du territoire libanais. Le deuxième objectif était d'impliquer l'Armée libanaise dans le conflit interne et dans la guerre syro-syrienne pour l'entraîner dans un nouveau Nahr el-Bared. Preuve en est que les assaillants ont utilisé le même mode opératoire que celui qui a déclenché la guerre de Nahr el-Bared en 2007. Ils ont tenté de prendre d'assaut les dortoirs des militaires mais les sentinelles ont fait échouer l'attaque en tirant sur les assaillants. Si l'assaut avait réussi, des dizaines de soldats auraient été tués dans leur sommeil. L'enquête a montré que des groupes armés étaient postés sur les hauteurs surplombant le barrage pour soutenir les éléments qui ont mené le premier assaut.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens, 31 mai 2013)

La prorogation du mandat du Parlement relance le bras de fer sur la constitution du gouvernement. Tammam Salam reprendra bientôt ses contacts pour aplanir les obstacles entravant la formation de son Cabinet : Michel Aoun refuse de renoncer aux portefeuilles des Télécommunications et de l'Énergie dans le cadre de la rotation au niveau des portefeuilles voulue par Salam ; Michel Aoun, le Hezbollah et Nabih Berry sont attachés au tiers de blocage au sein du gouvernement ; le Hezbollah réclame d'être représenté par certains de ses membres alors que Salam souhaite des ministres non partisans. Il existe une proposition d'élargir le gouvernement à 30 ministres, dès lors que ce gouvernement ne sera plus chargé de préparer les élections. Au sein d'un tel cabinet, le tiers de blocage sera accordé au 14-Mars et au 8-Mars (11 ministres chacun) en même temps, la part des centristes, le président Michel Sleiman, Walid Joumblatt et le Premier ministre désigné, étant de 8 ministres. Toutefois, Salam persiste à ne pas vouloir qu'une partie quelconque dispose d'un pouvoir de blocage

dans son équipe.

Ad-Diyar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(31 mai 2013)

L'intensité des combats a augmenté à Qoussair car plus de 11 000 islamistes extrémistes, dont 2 000 Libanais de Tripoli, sont arrivés dans la ville pour y affronter les troupes loyalistes. L'ancien Premier ministre, Saad Hariri, a offert 150 millions de dollars venant des pays du Golfe à l'opposition armée syrienne, qui est pratiquement dominée actuellement par le Front al-Nosra. C'est M. Hariri qui a offert l'argent afin que les États du Golfe n'assument pas la responsabilité directe de soutenir cette organisation, inscrite sur la liste terroriste de l'Onu. De plus, les virements bancaires ne viennent pas directement des comptes de Hariri mais de noms de membres des familles Bsar, Itani et Baba.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (31 mai 2013)

Avec la tension grandissante sur le terrain et la multiplication, ces derniers jours, des incidents sécuritaires, à Tripoli, à Saïda, à Ersal et dans la banlieue sud de la capitale, une question est sur toutes les lèvres : y a-t-il réellement un risque d'explosion généralisée ? Une source sécuritaire estime que ce risque n'existe pas vraiment pour plusieurs raisons, à la fois internationales et locales. Sur le plan international, il n'y a pas, à ce stade, de décision pour déstabiliser le Liban et les USA semblent les plus soucieux de ne pas laisser le Liban basculer dans le chaos. D'autres pays, impliqués au Liban et en Syrie, ne sont pas aussi catégoriques, non pas qu'ils veuillent une déstabilisation du Liban, mais ils n'ont pas de problème à utiliser le Liban dans le conflit en cours en Syrie. Toutefois, en dépit de leur influence, ces pays n'ont pas les moyens de provoquer une guerre au Liban. Surtout que, d'une part, les composantes libanaises ne sont pas prêtes à se lancer dans la bataille, et d'autre part, l'Armée se tient au milieu, essuyant les coups et empêchant les frictions.

La source sécuritaire précitée précise à ce sujet que les affrontements de Tripoli et de Saïda s'inscrivent dans le cadre d'un projet de déstabilisation, qui est en train d'être mis en échec.

Certaines parties veulent ainsi réellement provoquer une discorde entre les sunnites et les chiites ou entre les sunnites et les alaouites, essentiellement dans le but d'affaiblir le Hezbollah qui est en train d'aider le régime syrien, et en même temps pour permettre à l'opposition syrienne d'avoir au Liban une base arrière, où ses éléments peuvent circuler en sécurité. Mais d'une part, ces parties ne sont pas les plus importantes sur la scène sunnite, et d'autre part, elles n'ont pas beaucoup de marge de manœuvre.

En réalité, explique la source sécuritaire, le Hezbollah ne veut pas se laisser entraîner dans un conflit interne, pour se consacrer à ce qu'il considère comme sa priorité actuellement, le combat en Syrie, et la protection « *des arrières* » de la Résistance. C'est ainsi que là où la discorde aurait pu éclater, il fait tout pour éviter les frictions. À Saïda, par exemple, où les chiites et les sunnites sont proches les uns des autres et où cheikh Ahmad al-Assir ne rate pas une occasion pour tenter de provoquer une discorde, le Hezbollah tente par tous les moyens d'éteindre la mèche. Il a même été récemment jusqu'à accepter qu'un des membres des « *Unités de la Défense* » (la formation parallèle du Hezbollah ouverte à toutes les confessions), sunnite originaire de Saïda, soit inhumé dans un cimetière chiite à cause du refus de cheikh al-Assir et de ses hommes qu'il soit enterré dans le cimetière sunnite de Saïda. Pour l'occasion, cheikh al-Assir avait mobilisé une centaine d'hommes armés. En vain, car le Hezbollah avait donné des instructions strictes pour qu'il n'y ait pas de friction. De toute façon, précise la source sécuritaire, en dépit de ses moyens et de sa virulence, cheikh al-Assir a une capacité de nuisance limitée, tant que les Palestiniens du camp de Ain el-Héloué continuent de refuser de l'appuyer.

Haaretz (Quotidien israélien, 31 mai 2013)

Israël juge impossible d'empêcher la livraison de missiles russes S-200 à Damas mais compte les neutraliser avant leur mise en service, selon des sources proches du dossier.

Le conseiller pour la Sécurité nationale israélienne Yaakov Amidror, a fait savoir à des diplomates européens qu'il a rencontré à huis clos qu'Israël envisageait d'empêcher les missiles S-300 de « *devenir opérationnels* » sur le sol syrien.

Les autorités israéliennes estiment que les batteries S-300, un des complexes de défense antimissile les plus avancés du monde, permettront aux Syriens de contrôler l'ensemble de l'espace aérien israélien. Dans le même temps, Israël redoute que les missiles russes ne tombent entre les mains des extrémistes opérant en Syrie. Lors de sa récente visite à Sotchi, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a tenté, sans succès, de dissuader les dirigeants russes de fournir des complexes S-300 à Damas.

Ahsam (Quotidien turc)

(30 mai 2013)

Les autorités turques ont arrêté douze membres présumés du Front al Nosra, un groupe rebelle syrien lié à Al-Qaïda en Irak, qui planifiaient des attentats en Turquie et étaient en possession de gaz sarin.

Les douze suspects ont été arrêtés à Adana, une ville du sud de la Turquie située à une centaine de kilomètres de la frontière syrienne.

La police a saisi au cours de la perquisition deux kilos de gaz sarin et des armes lourdes. Les membres présumés du Front al Nosra préparaient un attentat de grande ampleur et on été inculpés par un tribunal de la ville.

AFP (Agence France-Presse, 1er juin 2013)

Les États-Unis ont beau applaudir l'Union européenne qui a levé l'embargo sur les armes en Syrie, ils n'ont aucune envie d'armer une rébellion éclatée entre modérés et jihadistes, notent des experts. Depuis des mois, le président Barack Obama est sous pression d'élus républicains et même de responsables de son administration pour équiper en armes l'opposition syrienne, mais il s'en tient à une aide « *non létale* » conséquente et mise d'abord sur un règlement politique du conflit. « *Dans le fond, les États-Unis n'ont pas d'appétit pour une intervention en Syrie et ne veulent pas d'une accélération de la guerre* », résume Aram Nerguizian, analyste au Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington. « *Pour la Syrie, au bout du compte, c'est le président (Obama) qui décide* », souligne-t-il, fustigeant au passage « *l'incohérence de la politique américaine sur la question d'armer ou pas* » la rébellion, un dossier sur lequel communiquent

concurrentement et « *de manière confuse* », selon l'expert, la Maison-Blanche, le Pentagone et le département d'État. L'administration américaine invoque depuis des mois le plus grand risque que poserait la livraison d'armes aux rebelles. Elle redoute que des équipements de guerre, par exemple des lance-missiles Stinger, ne tombent dans de « *mauvaises mains* », c'est-à-dire dans celles des jihadistes du Front el-Nosra allié à el-Qaëda et en première ligne contre les forces armées de Damas. L'ancien ambassadeur américain en Irak, Ryan Crocker, avertissait encore cette semaine devant l'université Stanford (Californie) que son pays « *n'en savait pas assez sur l'opposition syrienne fractionnée pour intervenir ou l'armer* ».

Les États-Unis travaillent pourtant depuis des mois avec la rébellion syrienne dite modérée, pilotée par le Conseil militaire suprême syrien et l'Armée syrienne libre du général Salem Idris. Mais « *même si on donne des armes au général Idris, comment empêcher qu'elles ne passent à el-Nosra ?* » s'interroge M. Nerguizian, dressant des parallèles historiques avec « *le Liban durant la guerre civile et la Libye ou l'Irak* ». Son confrère Salman Shaikh, directeur du Brookings Center à Doha, pense aussi que « *le précédent de l'Afghanistan a été bien sûr instructif* » pour les Américains qui ont dû se battre contre des islamistes qu'ils avaient armés des années auparavant contre les Soviétiques. Et plus les jihadistes prennent l'ascendant chez les insurgés syriens, moins « *on peut jouer ce jeu avec el-Qaëda, avec des militants islamistes qui vont déstabiliser la région* », prévient M. Nerguizian.

Bien que l'opposition soit en difficulté sur le terrain, Washington reste « *réticent* » à s'engager plus avant, constatent donc analystes et diplomates. « *En fournissant des armes létales, les États-Unis seraient directement impliqués dans une guerre par procuration, en particulier contre les Russes* », lesquels, comme les Iraniens, sont des soutiens indéfectibles à Damas, note M. Shaikh. Washington a certes mis en garde jeudi Moscou sur des livraisons de missiles sol-air S-300 au régime du président Bachar el-Assad, tout en rappelant que la Russie jouait un rôle diplomatique fondamental pour trouver une issue politique au conflit. « *Mais si la diplomatie échoue* », redoute M. Nerguizian du CSIS, « *les États-Unis pourraient commencer à armer certaines factions, auquel cas vous*

assisteriez à une guerre par procuration qui pourrait durer des années ».

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « La donne stratégique de Bachar al-Assad », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 4 juin 2013, www.voltairenet.org/article178735.html